



**PRÉFET
DU GARD**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
d'Occitanie**

Nîmes le, **24 SEP. 2024**

Unité Inter Départementale Gard-Lozère
Subdivision carrières
89 rue Weber
30 907 NÎMES cedex 2
Courriel : uid-30-48.dreal-occitanie@developpement-durable.gouv.fr

Arrêté préfectoral complémentaire N° 2024-049-DREAL

fixant les prescriptions techniques que doit respecter la société LES
CALCAIRES DU GARD pour l'exploitation d'une carrière de roche
massive calcaire sur le territoire de la commune de Saint-Laurent-la-
Vernède relatives aux dispositions applicables en cas de période de
sécheresse.

Le préfet du Gard
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

- Vu** le code de l'environnement et notamment son titre I du livre V relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** les articles L. 211-3 et R. 211-66 du Code de l'environnement relatif aux mesures de limitation ou de suspension provisoire des usages de l'eau ;
- Vu** le décret du Président de la République en conseil des ministres du 13 juillet 2023 portant nomination de monsieur Jérôme BONET en qualité de préfet du Gard ;
- Vu** le décret du 24 avril 2024 nommant M. Yann GÉRARD, secrétaire général de la préfecture du Gard, sous-préfet de Nîmes ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté n° 30-2024-05-06-00001 du 6 mai 2024 donnant délégation de signature à M. Yann GÉRARD, secrétaire général de la préfecture du Gard, sous-préfet de Nîmes ;
- Vu** l'arrêté cadre départemental n°30-2023-5-24-00001 du 24 mai 2023 définissant le cadre de mise en œuvre des mesures de limitation des usages de la ressource en eau en période de sécheresse dans le Gard ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°13-178N du 15 novembre 2013 autorisant la SAS Guintoli à exploiter une carrière de roche massive calcaire, une installation de traitement des matériaux extraits et une station de transit de produits minéraux et de déchets non dangereux inertes sur le territoire de la commune de Saint-Laurent-la-Vernède au lieu-dit « Bois de St Laurent » ;

1/7

- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire n°15-119N du 06 août 2015 concernant la demande d'autorisation de changement d'exploitant pour la carrière de roche massive calcaire, une installation de traitement des matériaux extraits et une station de transit de produits minéraux et de déchets non dangereux inertes sur le territoire de la commune de Saint-Laurent-la-Vernède au lieu-dit « Bois de St Laurent » nouvel exploitant : SAS Calcaires du Gard ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire n°17-004N du 9 janvier 2017, portant mesures conservatoires dans l'attente de la régularisation de la situation administrative de la carrière de roche massive calcaire, une installation de traitement des matériaux extraits et une station de transit de produits minéraux et de déchets non dangereux inertes sur le territoire de la commune de Saint-Laurent-la-Vernède au lieu-dit « Bois de St Laurent » nouvel exploitant : SAS Calcaires du Gard » ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire n°17-017N du 30 janvier 2017 autorisant la société LES CALCAIRES DU GARD à exploiter une carrière de roche massive calcaire, une installation de traitement des matériaux extraits et une station de transit de produits minéraux et de déchets non dangereux inertes sur le territoire de la commune de Saint-Laurent-la-Vernède au lieu-dit « Bois de St Laurent »
- Vu** l'arrêté préfectoral n°20-033N du 18 décembre 2020 portant modification de l'arrêté préfectoral n°17-017N du 30 janvier 2017 autorisant la société LES CALCAIRES DU GARD à exploiter une carrière de roche massive calcaire, une installation de traitement des matériaux extraits et une station de transit de produits minéraux et de déchets non dangereux inertes sur le territoire de la commune de Saint-Laurent-la-Vernède au lieu-dit « Bois de St Laurent » ;
- Vu** le courriel de l'exploitant du 29 mars 2024 fournissant les volumes d'eau prélevés en 2023 ;
- Vu** le projet d'arrêté préfectoral porté le 01/08/2024 à la connaissance de l'exploitant pour observations éventuelles ;
- Vu** les observations de l'exploitant en date du 09/09/2024;

Considérant que la société les Calcaires du Gard exploite une carrière de roche massive et une installation de traitement des matériaux extraits et une station de transit de produits minéraux et de déchets non dangereux inertes sur le territoire de la commune de Saint-Laurent-la-Vernède au lieu-dit « Bois de St Laurent » classée ICPE soumise à autorisation;

Considérant que la carrière est autorisée à prélever annuellement plus de 10000 m3 d'eau dans le milieu naturel ;

Considérant que la sobriété hydrique est un enjeu majeur pour la gestion durable de la ressource en eau ;

Considérant que la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement rend nécessaire d'ajuster les prescriptions actuellement applicables à cette installation au moyen de prescriptions complémentaires ;

Considérant que l'établissement est autorisé à prélever pour les besoins de son fonctionnement dans une ressource en eau qui dans certaines conditions de sécheresse, doit être protégée ;

Considérant qu'en cas de sécheresse, des mesures particulières et adaptées à la situation hydrologique doivent donc être prises ;

Considérant les prélèvements de la carrière et de l'installation de lavage des matériaux sont réalisés au sein de la zone 6 « Cèze Aval » ;

Considérant que l'article 5 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 prévoit que l'autorité administrative peut adapter les dispositions au présent arrêté aux circonstances locales ;

Considérant que l'arrêté cadre départemental n°30-2023-5-24-00001 du 24 mai 2023 définissant le cadre de mise en œuvre des mesures de limitation des usages de la ressource en eau en période de sécheresse dans le Gard définit les niveaux d'alerte, les secteurs hydrographiques et les mesures de limitation, restriction ou suspension des usages de l'eau en cas de crise sécheresse afin de permettre un accès à l'eau équitable entre usagers ;

Considérant que l'article 13 de l'arrêté cadre départemental sécheresse du n° 30-2023-05-24-00001 du 24 mai 2023 prévoit l'adaptation des mesures à certains usages en période de crise et le respect des dispositions prévues en cas de sécheresse et définies dans les arrêtés individuels complémentaires ;

Considérant qu'il est nécessaire d'adapter les dispositions en période de sécheresse pour la société Les Calcaires du Gard afin de préserver la ressource en eau et assurer la résilience de l'activité de la carrière ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture du Gard;

ARRÊTE

Article 1 – Prélèvements d'eau autorisés

La société les Calcaires du Gard dont le siège social est situé au 1495 avenue d'Orange-CS 84140-84704 SORGUES cedex, exploitant une carrière de roche massive et une installation de traitement des matériaux extraits et une station de transit de produits minéraux et de déchets non dangereux inertes sur le territoire de la commune de Saint-Laurent-la-Vernède au lieu-dit « Bois de St Laurent » est tenue de respecter les dispositions ci-après.

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les prélèvements d'eau.

Les installations de prélèvement ou d'adduction d'eau de toutes origines sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée.

Lorsque le niveau de gestion sécheresse d'alerte est déclenché sur la zone d'alerte où est situé l'établissement, ce dispositif est relevé mensuellement et à une fréquence liée au niveau de gestion de la sécheresse. Les valeurs de débit sont portées sur un registre informatisé, tenu à disposition des services d'inspection des installations classées et de la police de l'eau.

La zone d'alerte associée aux prélèvements réalisés par l'établissement est la suivante :

Cèze Aval (6).

Les prélèvements d'eau sont autorisés dans les quantités suivantes :

Ressource(s) utilisée(s) (réseau AEP, réseau d'irrigation, cours d'eau et nappe d'accompagnement, eau souterraine)	Nom de la masse d'eau	Code SDAGE masse d'eau	Prélèvement annuel (m ³)	Débit de prélèvement maximal journalier (m ³ /jour)			
				Niveau de gestion sécheresse			
				Normal Vigilance	Alerte	Alerte Renforcée	Crise
Forage	Calcaires urgoniens des garrigues du Gard et du Bas-Vivarais	FRDG 162	10 000 m ³ annuel	pompage limité à 40m ³ /j	pompage limité à 37 m ³ /j	pompage limité à 36 m ³ /j	pompage limité à 34 m ³ /j

Article 2 – Plan d'action en situation de sécheresse

L'exploitant est tenu de mettre en œuvre les mesures d'économie décrites dans le tableau ci-dessous lorsque les niveaux de vigilance, d'alerte, d'alerte renforcée ou de crise sont déclenchés par le Préfet dans la zone d'alerte où sont localisés les prélèvements de l'établissement.

Ces mesures se substituent à celles de l'arrêté préfectoral cadre sécheresse.

L'information sur les zones d'alerte (sous-bassin hydrographique ou secteur de masse d'eau souterraine) et les niveaux de gestion sécheresse, sont disponibles sur le site internet de la préfecture et sur le site VigiEau <https://vigieau.gouv.fr/>.

L'exploitant anticipe et programme les opérations les plus consommatrices d'eaux afin de les réaliser, lorsque cela est possible, en dehors des périodes identifiées comme sensibles au regard de la ressource en eau disponible. En particulier, les opérations de nettoyage ou de remplissage d'équipements prévisibles sont réalisées en amont de la période estivale.

Le dispositif reste activé jusqu'à l'information officielle de fin de situation de sécheresse. Les besoins en eau pour l'abattage des poussières n'est pas concerné par les mesures de sécheresse ainsi que le prévoit l'arrêté-cadre en vigueur.

Les mesures d'urgence sont les suivantes :

Niveau de gestion sécheresse	Mesures générales cumulatives de niveau en niveau non spécifiques ICPE à décliner/préciser pour l'établissement	Mesures spécifiques ICPE (process...)
<u>Vigilance</u>	<ul style="list-style-type: none"> Rappel des mesures d'économie d'eau élémentaires au personnel de l'installation Affichage de panneaux de sensibilisation à chaque point d'utilisation d'eau Limitations volontaires des usages de l'eau 	<ul style="list-style-type: none"> information du personnel (y compris sous-traitants et entreprises extérieures) de la publication de l'AP instaurant des mesures de limitation provisoire des usages de l'eau dans le Gard. Affichage de cet AP instaurant la vigilance aux postes de commande de pilotage des installations des traitements des matériaux et dans le bureau du chef de carrière assurant l'accueil de tout salarié. Renforcement de la vérification de l'intégrité des circuits d'eau (rondes journalières) respect des seuils de limitation de la consommation d'eau définis à l'article précédent
<u>Alerte</u>	<ul style="list-style-type: none"> Arrosage des pelouses et espaces verts, interdit de 8 h à 20 h Opérations de nettoyage (engins, véhicules, voiries...) limitées aux nettoyages permettant de garantir la sécurité et la salubrité publique Alimentation des points d'utilisation d'eau d'agréments interdits excepté en circuit fermé Mise à disposition des inspecteurs du registre de prélèvements périodiques Report des opérations exceptionnelles consommatrices d'eau et génératrices d'eaux polluées (opérations de nettoyage à grande eau) sauf impératif sanitaire ou lié à la sécurité publique Arrosage des pelouses et espaces verts totalement interdit 	<ul style="list-style-type: none"> Mêmes mesures qu'au niveau d'alerte précédent ainsi que : mise en place de priorisation des tâches nécessitant des besoins en eau important mise en place d'un enregistrement hebdomadaire des consommations d'eau et tenu à la disposition de l'inspection
<u>Alerte renforcée</u>		<ul style="list-style-type: none"> Mêmes mesures qu'au niveau d'alerte précédent ainsi que : mise en place d'un enregistrement journalier des consommations d'eau est tenu à la

		disposition de l'inspection <ul style="list-style-type: none"> surveillance hebdomadaire de l'autosurveillance des effluents rejetés dans le milieu naturel Limitation de l'usage de l'eau aux seuls besoins d'arrosage pour limiter les envols de poussière
<u>Crise</u>		<ul style="list-style-type: none"> Mêmes mesures qu'au niveau d'alerte précédent ainsi que : surveillance journalière de l'autosurveillance des effluents rejetés dans le milieu naturel En cas d'atteinte ou de dépassement des valeurs limite de rejet, réduction de fonctionnement puis arrêt de la station de lavage des matériaux.

Article 3 - Document spécifique sécheresse à mettre en place dès le seuil d'alerte

Lors de chaque atteinte du niveau de gestion sécheresse en « alerte », déclenché par arrêté préfectoral sur la zone d'alerte où sont localisés les prélèvements, l'exploitant met en place un document spécifique sécheresse maintenu en permanence à jour et à disposition de l'inspection, présentant les actions de réduction menées et les gains obtenus.

Lors du franchissement du seuil d'alerte renforcée, l'exploitant transmet à l'inspection, dans un délai maximal de dix jours, hors période estivale d'arrêt pour travaux, un document spécifique « sécheresse » comportant :

- les éléments justificatifs des actions de réductions menées depuis le déclenchement du seuil « alerte » et des gains de réduction obtenus ;
- les volumes hebdomadaires d'eau prélevés en précisant et différenciant les différentes sources de prélèvement (réseau eau potable, milieux eau superficielles, milieu eaux souterraines, autres...)
- les prévisions de volumes prélevés sur les trente jours suivants et les actions d'économie d'eau en cours ou prévues ;
- le cas échéant, les difficultés prévisibles si la période de restriction perdure.

Ce document est ensuite mis à jour et transmis à l'inspection des installations classées hebdomadairement.

Article 4 - Bilan

À l'issue de chaque période estivale et lorsqu'un niveau de gestion sécheresse (vigilance, alerte, alerte renforcée ou crise) a été déclenché par arrêté préfectoral sur la zone d'alerte où sont localisés ses prélèvements, l'exploitant établit un bilan environnemental des actions conduites comportant : - l'évaluation a posteriori de son plan de réduction, - un volet quantitatif des prélèvements et rejets évités, - les coûts afférents - et les actions préventives et/ou correctives éventuelles à apporter au plan d'action sécheresse de l'établissement.

Ce bilan environnemental est adressé à l'inspection des installations classées un mois après la fin des restrictions de prélèvement en eau.

Article 5 – Sanctions administratives

Dans le cas où les obligations prévues par le présent arrêté ne seraient pas satisfaites dans les délais impartis et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

Article 6 – Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré au tribunal administratif de Nîmes dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du Code de l'environnement par voie postale ou par l'application « Télérecours Citoyens » accessible à partir du site internet www.telerecours.fr :

1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour de la notification du présent arrêté ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter de l'affichage en mairie ou de la publication de la décision sur le site internet de la préfecture.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Article 7 – Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-45 du Code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État du département du Gard, pendant une durée minimale de quatre mois.

Le présent arrêté est publié sur le site internet gouvernemental Géorisques – rubrique Installations classées pour la protection de l'environnement, à l'adresse :

<https://www.georisques.gouv.fr/dossiers/installations>.

Article 8 – Exécution

Le secrétaire général de la préfecture du Gard, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la DREAL Occitanie, le directeur de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer du Gard et le maire de Saint-Laurent la Vernède sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société.

L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture qui a délivré l'acte pendant une durée minimale d'un mois.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

Fait à Nîmes,
Le Préfet

Pour le préfet,
le secrétaire général

Yann GÉRARD

